



CIBEVIAL

ABATTOIRS ET MARCHES

S.A. CAPITAL 1 260 000 €

4-10 Rue du Mont Blanc - Z.I. CORBAS MONTMARTIN - 69960 CORBAS


TEL : 04 78 20 74 14 - FAX 04 78 21 85 56

e-mail : abattoir.cibevial@orange.fr



JANVIER 2018

Annexe 1 : Extrait du permis de construire

REPUBLIQUE FRANÇAISE		
 <p>Mairie de CORBAS</p> <p>Permis de construire PC 69.273.16.00012</p>	Le Maire de Corbas	
	Vu la délibération du 28/03/2016	
	adressée par	GJBEVIAL 4-10, rue du Mont Blanc 21 Corbas Montmarlin 69960 CORBAS
	représenté par	M. DUPERRET Jean-Luc
	concernant	Extension et réaménagement du marché des viandes
	destination	Bureaux
	Surface de plancher	856 m²
adresse du terrain	4-10 rue du Mont Blanc	

ACCORD

Vu la demande de permis de construire susvisée,
 Vu le code de l'urbanisme notamment ses articles L. 421-1, R. 421-1 et suivants,
 Vu le plan local d'urbanisme approuvé le 11/07/2005, modifié le 29/06/2015,
 Vu le plan de prévention des risques naturels d'inondation de la vallée de l'Ozon approuvé le 09/07/2008,
 Vu l'avis assorti de prescriptions de l'agence régionale de santé du 04/04/2016,
 Vu l'avis de ERDF du 14/04/2016,
 Vu l'avis technique assorti de prescriptions de la métropole de Lyon du 06/09/2016,
 Vu les nouveaux documents présentés le 17/06/2016 : formulaire de demande complet, notice descriptive, plans des façades, plans de masse, vue en perspective,

ARRÊTE

Article 1 : le permis de construire n° PC692731600012 est accordé, sous réserve du respect des prescriptions indiquées à l'article 2 du présent arrêté.

Article 2 :

Les prescriptions formulées par la métropole de Lyon et par l'agence régionale de santé, dans leurs rapports ci-joints, devront être strictement respectées.

Les prescriptions réglementaires du plan de prévention des risques naturels d'inondation de la vallée de l'Ozon devront être strictement respectées.

L'opération est soumise au versement de la taxe d'aménagement et de la redevance d'archéologie préventive.

INFORMATIONS IMPORTANTES**a) Durée de validité de l'autorisation:**

Conformément au décret 2014-1661 du 29 décembre 2014 portant dérogation aux articles R. 424-17 et R. 424-18 du code de l'urbanisme, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de sa notification au bénéficiaire. Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année.

Sa prorogation pour une année peut être demandée, deux mois, au moins avant l'expiration du délai de validité.

Conformément à l'article R.424-19 du code de l'urbanisme, en cas de recours contre le permis le délai de validité est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

Conformément à l'article R424-20 du code de l'urbanisme, lorsque le commencement des travaux est subordonné à une autorisation ou à une procédure prévue par une autre législation, le délai mentionné ci-dessus court à compter de la date à laquelle les travaux peuvent commencer en application de cette législation si cette date est postérieure à la date de notification du présent permis.

b) Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- Dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers.

Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le bénéficiaire du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours

- Dans le délai de trois mois après la date de l'autorisation, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal.

Elle est tenue d'en informer préalablement le bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.

c) L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers :

Il vérifie la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Il ne vérifie pas si le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si le permis respecte les règles d'urbanisme.

d) Le bénéficiaire d'une autorisation qui désire contester la décision :

Peut saisir le Tribunal Administratif compétent d'un recours contentieux dans un délai de deux mois à partir de la notification de la décision attaquée. Il peut également saisir le maire d'un recours gracieux.

Cette démarche prolonge le délai d'un recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (au terme d'un délai de deux mois le silence du maire vaut rejet implicite).

e) La présente autorisation ne s'applique qu'à la construction des bâtiments ou ouvrages qui en font l'objet et pour lesquels la demande et les plans déposés comportent tous les éléments nécessaires à l'instruction.

En particulier il ne saurait s'appliquer aux ouvrages, installations, travaux et occupations qui, en raison de leur nature ou de dispositions législatives ou réglementaires nécessitent une demande et une autorisation spéciales.

f) L'assurance Dommages - Ouvrages :

Doit être souscrite par le pétitionnaire dès le début des travaux selon les dispositions prévues par l'article L242-1 du Code des Assurances. A défaut, il encourt des sanctions pénales sauf s'il construit pour lui-même ou sa proche famille.

Le pétitionnaire sera responsable des dommages causés aux personnes et aux choses, ouvrages publics ou propriétés privées, soit à l'occasion de l'exécution des travaux, soit comme conséquence de ceux-ci. Il convient de prendre pendant les travaux les mesures nécessaires pour éviter toutes dégradations aux plantations, installations ou ouvrages publics.

g) Affichage

Conformément à l'article R 424-15 du Code de l'Urbanisme, le présent Permis de Construire, le présent Permis d'Aménager, ou la présente Déclaration Préalable, devra être affiché sur le terrain, dès sa notification et pendant toute la durée du chantier au moyen d'un panneau de dimensions supérieur à 80cm sur lequel devront figurer les informations suivantes, lisibles depuis la voie publique :

- ✓ le bénéficiaire du permis de construire
- ✓ la date et le numéro du permis de construire
- ✓ la nature des travaux
- ✓ la surface du terrain
- ✓ la surface de plancher à construire
- ✓ la hauteur du bâtiment

Tout recours administratif ou recours contentieux devra être notifié à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de permis ou de la décision prise sur la déclaration préalable.

Le dossier peut être consulté en mairie de la commune où se situe le terrain d'assiette du projet.

A la fin des travaux, la Déclaration Attestant l'Achèvement et la Conformité des Travaux datée et signée devra être fournie en mairie (article R 462-1 du code de l'urbanisme).

Dans les cas prévus à l'article R 111-19-27 du code de la construction et de l'habitation, la déclaration d'achèvement est accompagnée de l'attestation que les travaux réalisés respectent les règles d'accessibilité applicables mentionnées à cet article.

A compter de la réception en mairie de la déclaration, le Maire dispose d'un délai de trois mois pour contester la conformité des travaux au permis ou à la déclaration. Ce délai est porté à cinq mois si votre projet entre dans l'un des cas prévu à l'article R.462-7 du code de l'urbanisme.

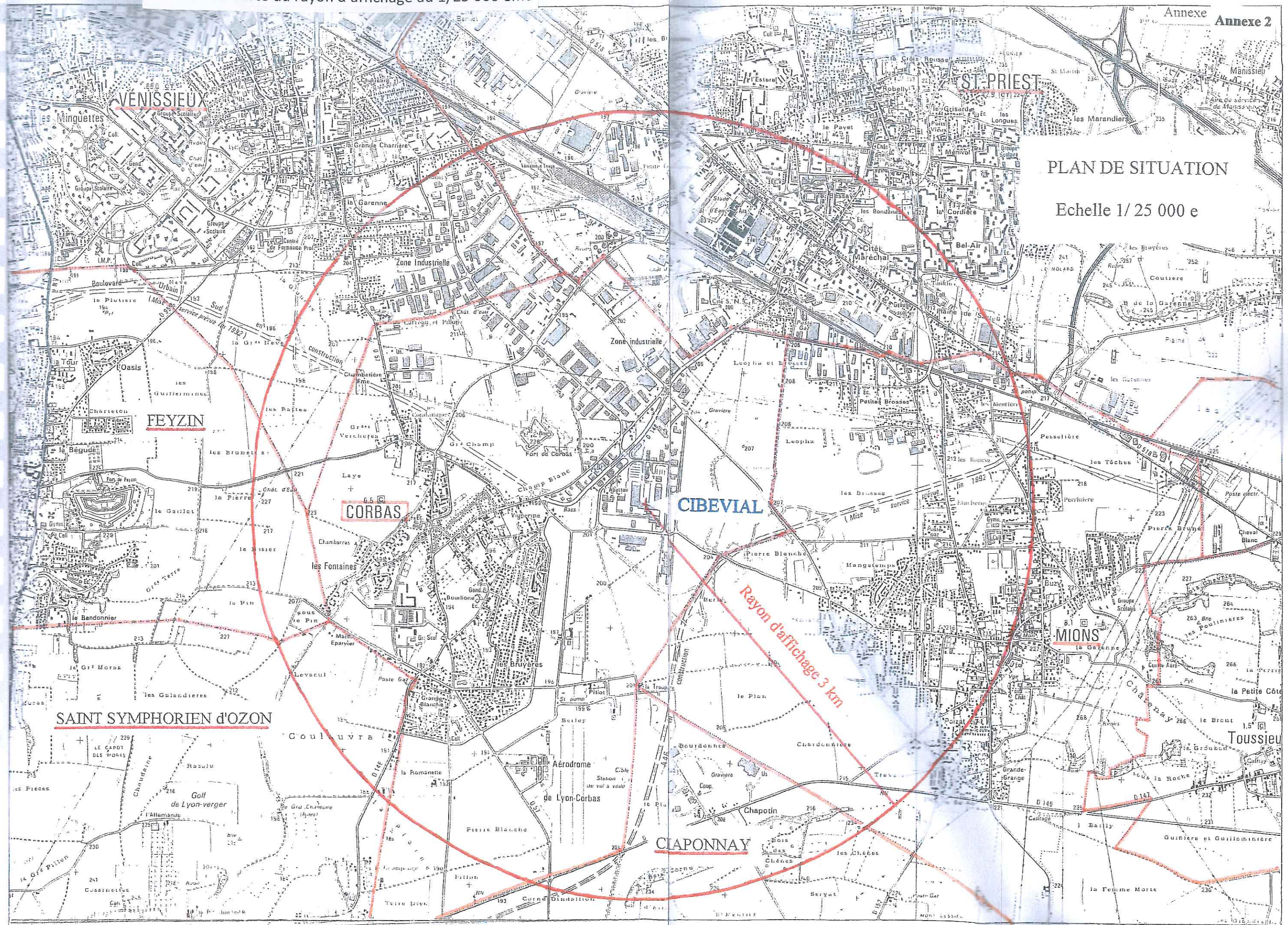
Corbas, le 14 septembre 2016.

Pour le maire et par délégation,
l'adjoint délégué à l'urbanisme et à
l'aménagement du territoire,

Eddie BREVALE



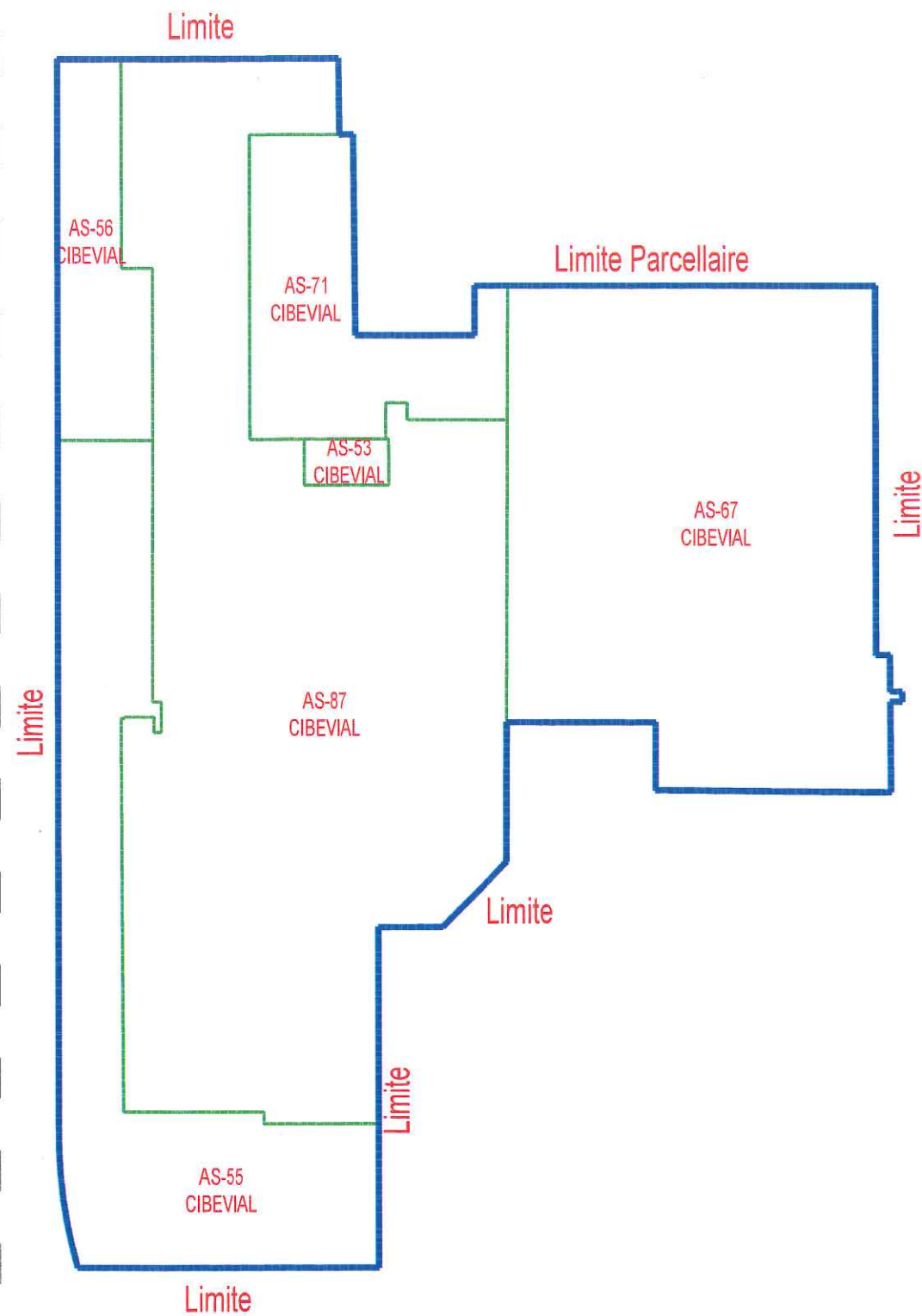
La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues aux articles L.2131-1 et L.2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales. Elle est exécutoire à compter de sa réception.



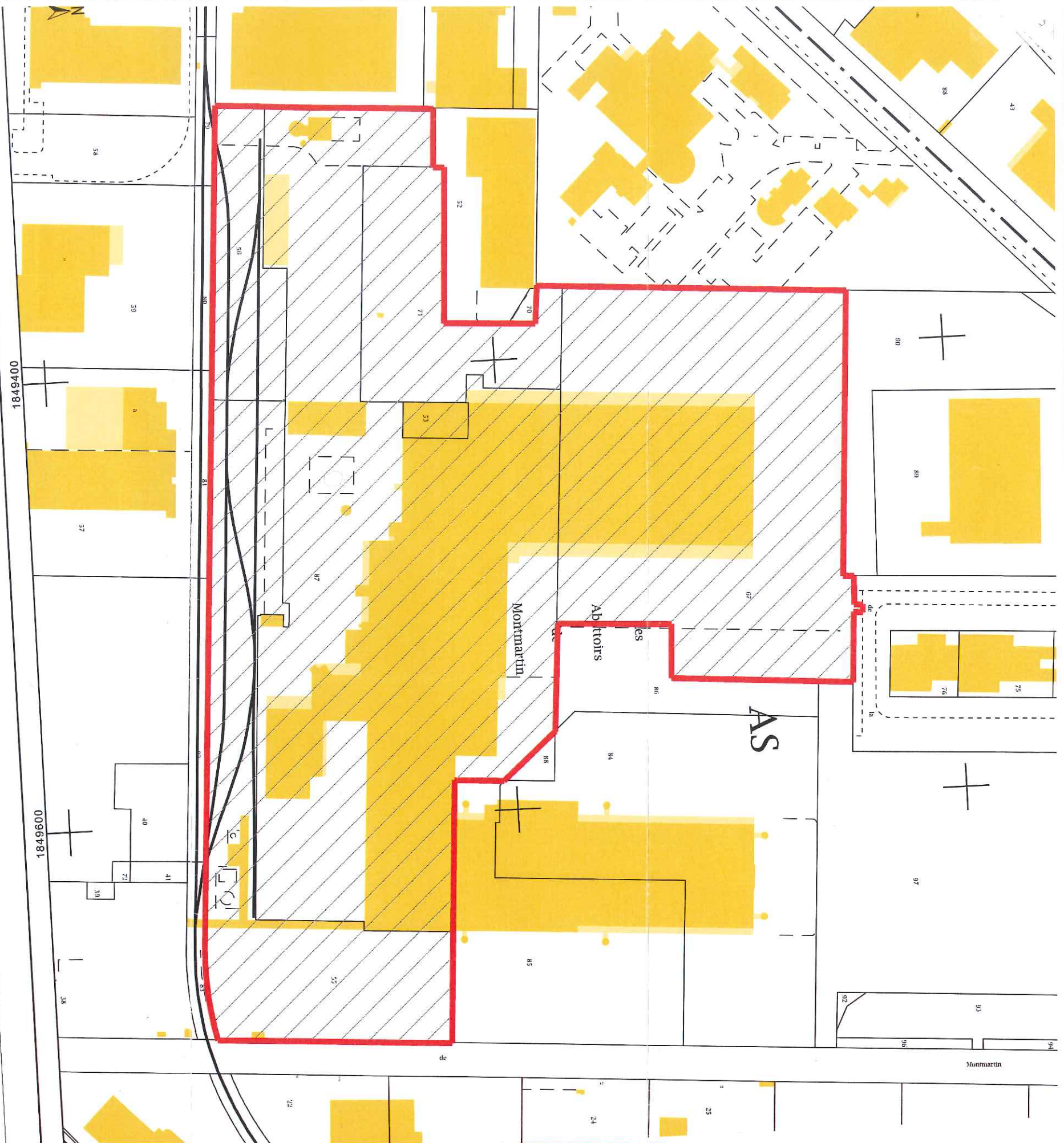
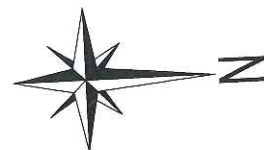
ANNEXE 3.

PLAN CADASTRAL

AS



Division parcellaire



Annexe 5 : certificat de visite des installations electriques

DOMAINE 18	INSTALLATIONS ELECTRIQUES	Réf : 2513041-011-1	Q 18
COMPTE RENDU DE VERIFICATION PERIODIQUE			

Organisme
Nous soussignés organisme de vérification d'installations électriques autorisé* par CNPP sous le n° 140/18
Nom (ou raison sociale) : **APAVE SA**
191 rue de Vaugirard
75738 Paris Cedex 15

Etablissement objet de la vérification
Nom (ou raison sociale) : **CIBEVAL**
4/10 RUE DU MONT BLANC
69960 CORBAS
CIBEVAL
4/10 RUE DU MONT BLANC Z.I. DE CORBAS MONTMARTIN
69960 CORBAS
Nature de l'activité : **TRANSFORMATION ET CONSERVATION DE LA VIANDE DE BOUCHERIE**
Lorsqu'il y a plusieurs bâtiments, préciser la référence du ou des bâtiments concernés : **Ensemble des installations exploitées par CIBEVAL**
Nous déclarons avoir reçu de l'exploitant ou de son représentant :
➤ la désignation des locaux à risque d'incendie par l'exploitant (par défaut, l'organisme se réfère au guide UTE C 15103) : Oui ☒ Non ☐
➤ le document relatif à la protection contre les explosions fourni par l'exploitant : **Sans Objet**

Vérification des installations électriques réalisée
Nous déclarons avoir procédé le 09/05/2017 à une vérification des installations électriques conformément au chapitre 2 du référentiel APSAD D18.
La vérification a consisté en :
☐ Une vérification complète des installations électriques de l'établissement
☒ Une vérification partielle ne prenant pas en compte les installations désignées ci-dessous
Pour des raisons d'exploitation et à la demande de M. SCHOLIVET (responsable maintenance), les essais des différentiels notés "NE" dans le rapport n'ont pas été effectués.
En l'absence de mise à disposition d'accès sécurisé, nous n'avons pu procéder à la vérification ou au relevé des caractéristiques des matériels identifiés comme "inaccessibles" dans la liste des circuits terminaux.
Faire réaliser les compléments nécessaires
Les locaux désaffectés (marché vif, Ex station d'épuration et certains locaux des abattages) ne font plus l'objet de nos vérifications. (vu avec M SCHOLIVET, responsable maintenance).
Nous n'avons pu procéder à la vérification ou au relevés des caractéristiques des matériels identifiés comme "inaccessible" (soit masses 'inac', soit 'inac h > 4m') en l'absence de moyen d'accès avec accompagnement.
Faire réaliser les compléments nécessaires pour les locaux notés fermés.
Une coupure totale a été autorisée par l'exploitant Oui ☐ Non ☒
Type de vérification :
☐ Première vérification effectuée par l'organisme
☒ Vérification périodique annuelle
Date de la précédente visite : 23/03/2016

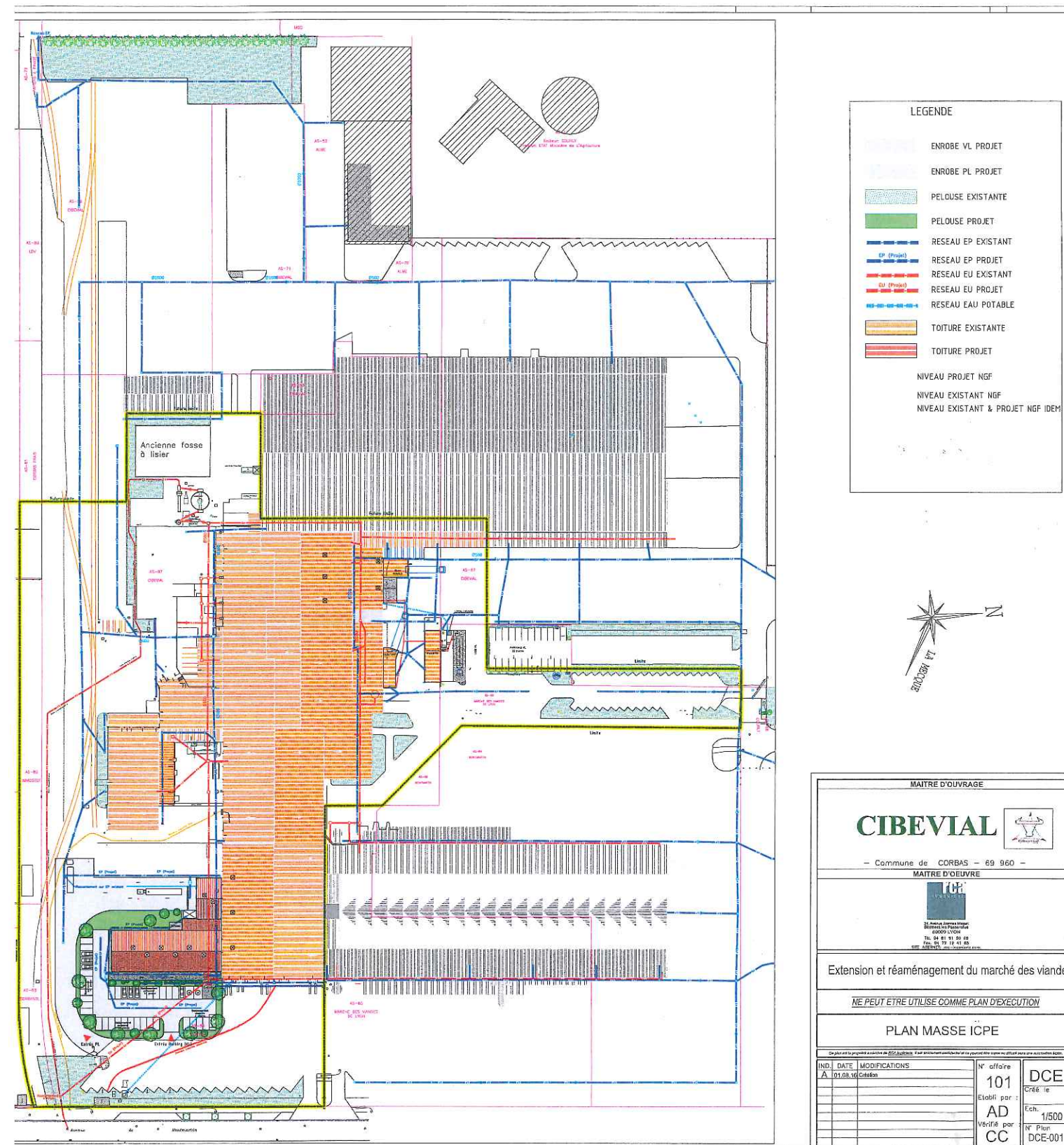
Conclusion
Nous déclarons que l'installation électrique
☐ peut entraîner des risques d'incendie ou d'explosion
☒ ne peut pas entraîner des risques d'incendie ou d'explosion

La vérification a été effectuée
par **Mr STEPHANE GIBERT**
Sans présence d'accompagnement
A LYON RIVE GAUCHE, le 09/05/2017



(r1.14)

Annexe 4 : Plan de masse avec surimpression du site 2018



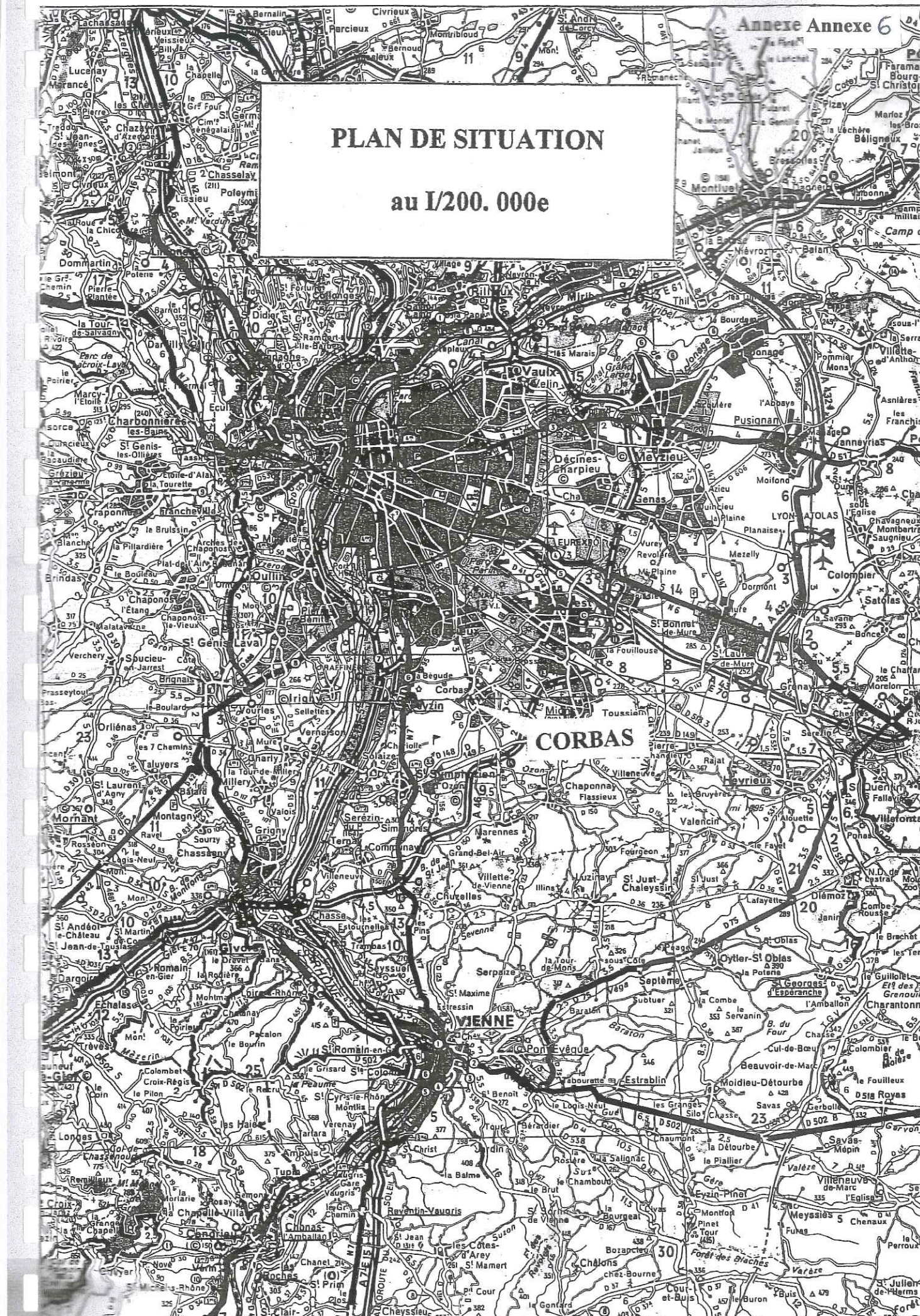
VUE AERIENNE

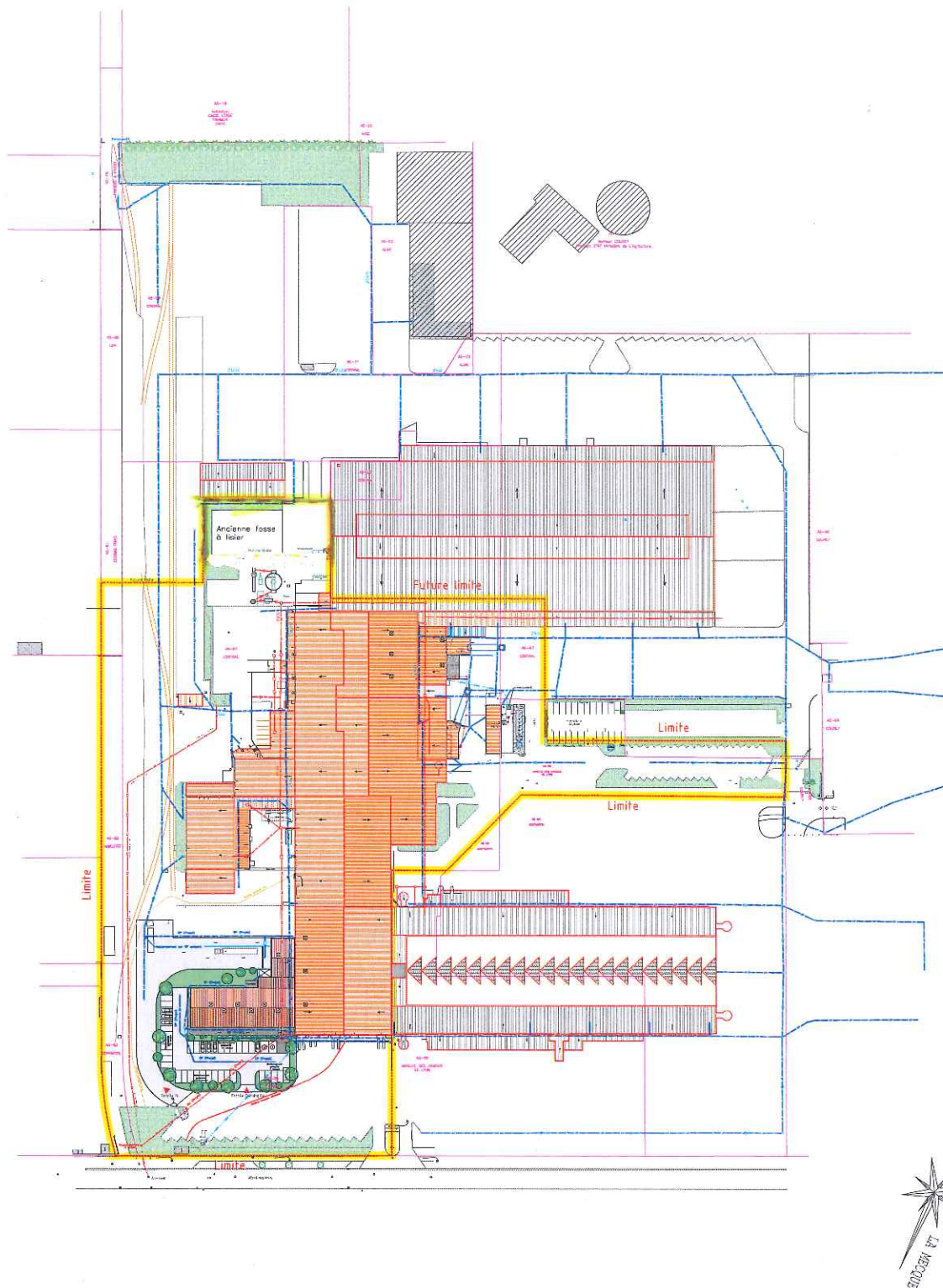
au 1 /10 500^e

CIBEVIAL

PLAN DE SITUATION

au 1/200. 000^e





PLAN DE MASSE

Portant le tracé du réseau eaux pluviales et du réseau eaux usées

01.12.2017

MAITRE D'OUVRAGE

CIBEVIAL



— Commune de CORBAS — 69 960 —

MAITRE D'OEUVRE



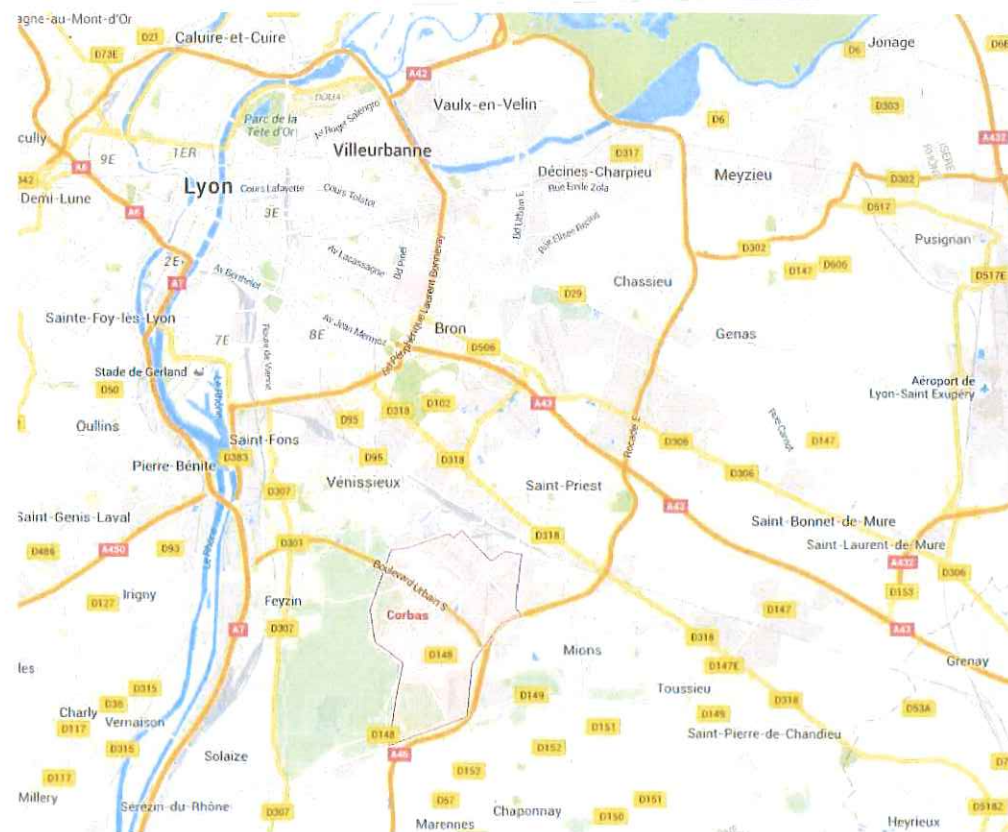
24 Avenue Jeanne Mance
Bâtiment Les Fossambes
69009 LYON
Tel. 04 81 91 50 80
Fax. 04 72 10 41 65
SITE INTERNET: www.fca-ingenierie.com

Extension et réaménagement du marché des viandes
LE SITE CIBEVIAL DANS SA CONFIGURATION 2017

Date: 01.12.2017

Ech: 1/2500

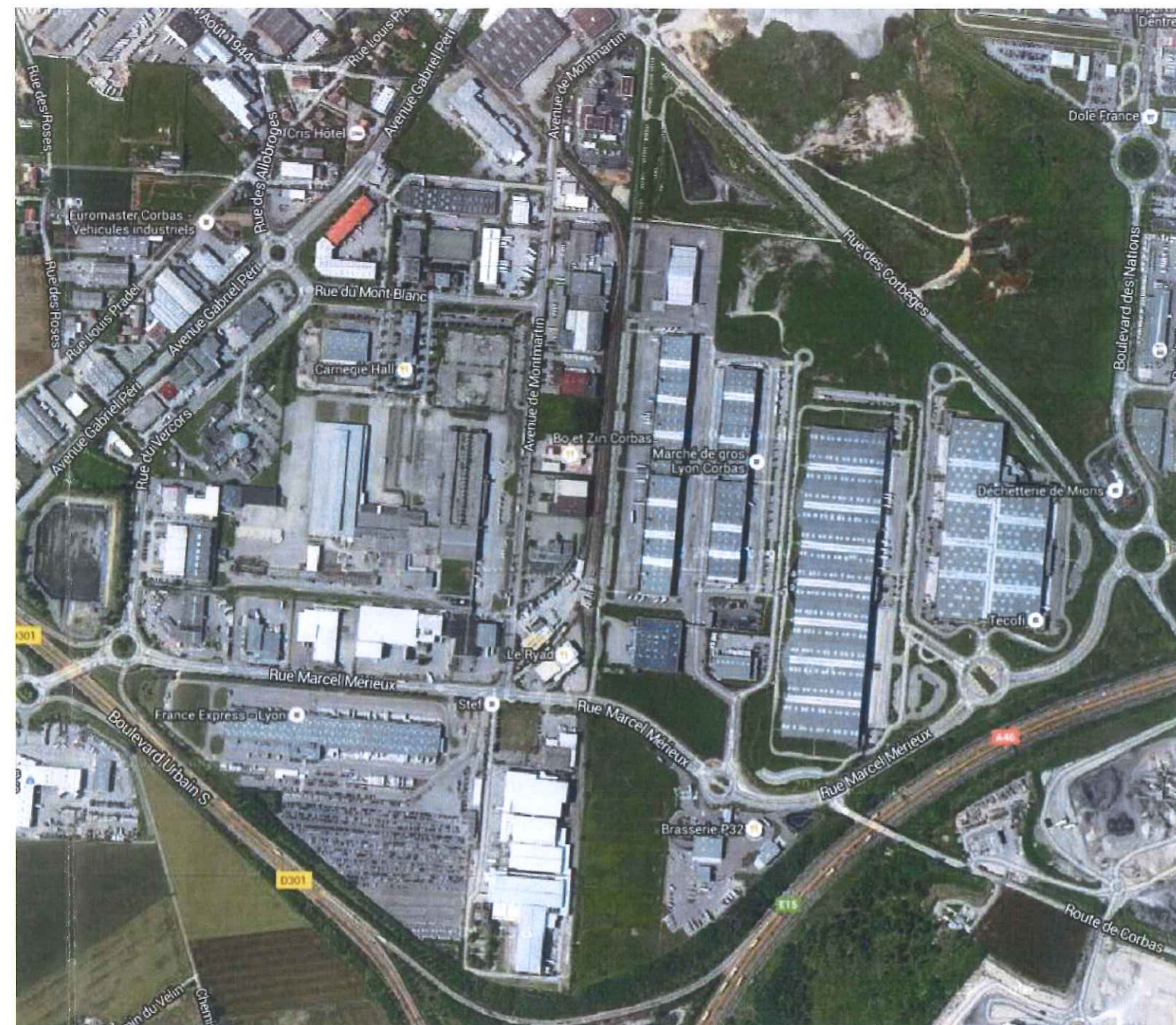
N° Plan: DCE-001

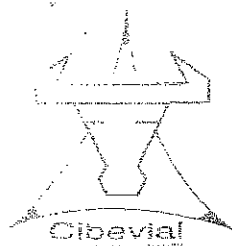


Territoire environnant



Co





CIBEVIAL

ABATTOIRS ET MARCHES

S.A. CAPITAL 1 260 000 €

4-10 Rue du Mont Blanc - Z.I. CORBAS MONTMARTIN - 69960 CORBAS

TEL : 04 78 20 74 14 - FAX 04 78 21 85 56

Notre proposition s'accompagne de précisions sur les modalités de mise en œuvre de cette solution mixte :

- CIBEVIAL peut assurer le stockage sur son site d'environ un tiers du volume à évacuer (600 m3 environ, par rétention sur les abords du site)
- CIBEVIAL peut assurer le traitement par son unité de prétraitement de 80 m3 par heure soit 160 m3 sur 2 heures
- Il resterait donc à évacuer, dans le cas le plus défavorable, à savoir un incendie touchant l'intégralité du site environ 800 m3. C'est sur ces volumes que nous avons engagé des discussions avec le Grand Lyon pour trouver une solution dans laquelle :
 - CIBEVIAL appliquerait un protocole strict, concerté avec les services de la Métropole de Lyon, en vue de caractériser les rejets, tant en ce qui concerne la qualité des eaux que les volumes à évacuer.
 - CIBEVIAL prendrait en charge financièrement le coût du pompage et du traitement des eaux du bassin qui pourraient se trouver polluées du fait de l'arrivée d'eaux indésirables sur le réseau d'eaux pluviales.

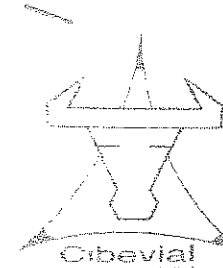
Le Grand Lyon nous a fait une réponse de principe favorable, sous réserve de l'établissement d'une convention précisant les conditions techniques et financières d'acceptation de ces rejets. Nous vous sollicitons afin que vous nous accordiez cette dérogation au stockage sur site des eaux d'incendie, afin que nous puissions engager les discussions avec les services de la métropole.

Dans l'attente de votre réponse, veuillez agréer, Monsieur le Préfet, nos salutations distinguées

Jean Luc DUPERRET
Directeur

PJ :- étude technico-économique

- Avis de la métropole Grand Lyon



CIBEVIAL

ABATTOIRS ET MARCHES

S.A. CAPITAL 1 260 000 €

4-10 Rue du Mont Blanc - Z.I. CORBAS MONTMARTIN - 69960 CORBAS

TEL : 04 78 20 74 14 - FAX 04 78 21 85 56

Monsieur le Préfet
Guichet unique ICPE
Service protection de l'environnement
DDPP
245 rue Garibaldi
69422 LYON cedex 3

Lettre recommandée avec AR : LA 146 008 4409 4

Objet

Demande de dérogation sur dossier ICPE

Corbas le 1^{er} décembre 2017

Monsieur le Préfet,

Dans le cadre de l'élaboration du dossier de demande d'autorisation d'exploiter notre site de Corbas, nous avons examiné avec beaucoup d'attention la question de l'élimination des eaux d'extinction d'incendie et tenté de définir les solutions qui s'offrent à l'entreprise pour assurer cette élimination dans les meilleures conditions possibles.

Liminairement, on observera que l'alimentation du site en eau d'incendie est assurée par le réseau desservant la ZAC de Montmartin c'est-à-dire par une eau potable, une eau dont on ne peut suspecter la qualité.

Pour ce qui est de l'évacuation des eaux d'extinction, plusieurs solutions ont été explorées. Il résulte de cette analyse que la solution proposée consisterait à rejeter les eaux d'incendie dans le bassin de stockage des eaux pluviales de la ZAC.

Notre proposition s'appuie sur les considérations suivantes :

- notre site existe depuis longtemps, est structuré et organisé selon des contraintes réglementaires et techniques antérieures à la démarche de qualification actuelle, ce qui nous amène à invoquer ici le bénéfice de l'antériorité
- les modifications apportées à la problématique des eaux d'incendie par la reconfiguration du site ne nous semblent pas substantielles, tant il est vrai que le site futur présentera une réduction notable des surfaces consacrées à l'exploitation et que la réduction de son activité se traduira d'une manière ou d'une autre par une diminution du risque
- la solution qui consisterait à mettre en place un système de rétention totale des eaux d'incendie sur le site, sous un volume évalué à l'heure actuelle à 1500 m3 (calcul de la D9), engagerait l'entreprise à un niveau de dépenses impossibles à supporter dans la phase actuelle, compte tenu de la baisse drastique de son chiffre d'affaires : selon la solution retenue ces dépenses se situeraient en effet entre 200 000 et 350 000 euros.
- nous sommes tout à fait prêts à mettre en œuvre les meilleures techniques disponibles mais nous rappellerons à ce propos que cette mise en œuvre ne peut être envisagée qu'à des conditions économiquement supportables par l'entreprise.

**CIBEVIAL**

ABATTOIRS ET MARCHES

S.A. CAPITAL 1 260 000 €

4-10 RUE DU MONT-BLANC - Z.I. CORBAS MONTMARTIN - 69960 CORBAS

TEL : 04 78 20 74 14 - TELECOPIE 04 78 21 85 56

e-mail : direction.cibevial@orange.fr

Monsieur le directeur
Direction de l'eau
20 rue du lac
CS 33569
69505 Lyon Cedex 03

Corbas, le 20 décembre 2017

Dossier suivi par Madame Samad

Monsieur le directeur,

Suite à notre rencontre avec Madame Samad du 14 décembre 2017, nous sollicitons votre accord pour la reconduction de la dérogation obtenue en 2014 concernant les valeurs limites admissibles au réseau d'assainissement de nos eaux d'abattoir.

Depuis votre précédent accord, nous avons les seuils suivants :

Paramètres	Valeurs limites admissibles
DCO	2600
DBO	1500
MEST	800
NGL	170
SEH	200

Comme convenu également depuis avril 2017, nous réalisons tous les quinze jours une campagne de mesure sur un échantillon moyen 24 heures

Nous profitons de ce courrier pour vous confirmer que l'ensemble des eaux usées de Cibevial et du Marché des viandes ne se déversent plus sur la rue du Vercors mais sur l'avenue de Montmartin. L'exutoire des eaux pluviales est lui toujours sur la rue du Vercors

Dans l'attente de votre réponse, veuillez recevoir, Monsieur le directeur, nos sincères salutations

Le directeur,
Jean Luc Duperret

Domaine 11	Audit Prévention & Conseil Incendie	Q11
COMPTE RENDU D'ANALYSE		
Titulaire de la certification Nous, soussignés, entreprise titulaire de la certification* APSAD de service de réalisation de missions APCI sous le n° 011/12/11 Nom (ou raison sociale) APAVE 191, rue Vaugirard 75738 PARIS Cedex 15		
Etablissement objet de la mission APCI Nom (ou raison sociale) CIBEVIAL 4 À 10 RUE DU MONT BLANC, 69960 CORBAS Nature de l'activité principale : ABATTOIRS Date et type de la précédente mission APCI : VISITE APCI AVI DU 09/08/2016		
Mission APCI réalisée Nous déclarons avoir procédé le 25/07/2017 à une mission APCI conformément aux dispositions dans le référentiel APSAD R11. Référence et date du rapport APCI associé : R6585247-006-1 La mission a consisté en : <input type="checkbox"/> une analyse de risque incendie - Note « prévention » = /100 - Note « protection » = /100 - Niveau global de maîtrise des risques : <input type="checkbox"/> Haut <input type="checkbox"/> Moyen <input type="checkbox"/> Bas - Plan de traitement : <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/> Une analyse de vulnérabilité incendie - Liste des points vulnérables confirmés : PAS DE PV CONFIRMÉS. PS UNIQUEMENT - Plan de traitement / nombre de mesures de : <input checked="" type="checkbox"/> Priorité 1 : 0 <input checked="" type="checkbox"/> Priorité 2 : 6 <input checked="" type="checkbox"/> Priorité 3 : 1		
La mission a été réalisée par : M. BERNARD VAUGON En présence de (nom et fonction) : M. DUPERRET DIRECTEUR DU SITE		A VÉNISSIEUX, le 02/08/2017 Cachet de l'entreprise titulaire de la certification